

AGRICULTURE-AGROALIMENTAIRE-FORET-BOIS	
Agriculture	13.01.4
Aide financière aux nouveaux installés en agriculture âgés de plus de 40 ans	

PROGRAMME(S)

Programme Régional Installation

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

OBJECTIFS

Le soutien de la Région vise à consolider la situation des exploitations dans les trois premières années qui suivent l'installation, pour un public qui n'a pas eu accès aux dispositifs d'aide classiques (Dotation Jeunes Agriculteurs notamment) en raison de la limite d'âge imposée par la réglementation nationale.

L'aide financière accordée par la Région a vocation à augmenter les marges de manœuvre du chef d'exploitation pour lui permettre :

- d'augmenter les fonds propres de l'exploitation afin de consolider la trésorerie disponible ;
- de financer plus facilement ses projets d'investissement.

NATURE

Aide financière destinée aux nouveaux installés en agriculture âgés d'au moins 40 ans à la date de l'installation¹.

Cette mesure s'applique sur l'ensemble du territoire régional Bourgogne-Franche-Comté.

BENEFICIAIRES

Les agriculteurs installés à titre principal (ATP) ou secondaire (ATS) depuis moins de trois ans à la date de l'ouverture de l'appel à projets et âgés d'au moins 40 ans lors de leur installation.

Un comité de pilotage de la Région, l'ARDEA et de la CRA BFC, se réunira en amont du lancement de l'appel à projets pour en fixer les modalités (calendrier, communication). Il précisera également, pour les candidats n'ayant pas au jour de l'examen de leur demande le statut d'agriculteur, la date limite à laquelle ces derniers devront pouvoir justifier d'une affiliation à la MSA (agriculteur à titre secondaire ou principal).

Les bénéficiaires devront justifier d'une activité agricole de production de matières premières agricoles végétales ou animales (lait, œufs, viande, miel, peaux, laine, fourrure...) ou pour un usage agricole (animaux de trait, de garde de troupeaux). A ce titre, sont éligibles les activités équestres pour lesquelles l'activité d'élevage est dominante ainsi que les activités piscicoles. Sont exclues les activités de production d'animaux domestiques de compagnie.

Ne sont pas éligibles notamment :

- Les agriculteurs ayant déjà bénéficié de la DJA et qui se réinstallent
- Les conjoints d'agriculteurs qui deviennent chef d'exploitation suite à la cessation d'activité de leurs conjoints (mariés ou pacsés).

¹ Date d'affiliation à la MSA en qualité d'agriculteur à titre principal ou secondaire

CRITERES D'ELIGIBILITE

Pour être éligible, le demandeur devra :

- Satisfaire au critère « hors cadre familial »²,
- Présenter une étude économique sommaire permettant d'évaluer la viabilité de l'installation. Le revenu minimum prévisionnel obtenu trois ans après l'octroi de l'aide dans l'étude économique devra être compris entre 1 et 3 SMIC. En cas d'installation partielle/progressive, possibilité de calculer le niveau minimal de revenus au prorata du temps passé sur l'exploitation.
- Obtenir au minimum dix points dans le cadre de la grille croisée « formation/expérience professionnelle ».
- Les bénéficiaires devront avoir terminé le remboursement de l'avance remboursable au plus tard à l'âge où ils pourront officiellement faire valoir leurs droits à la retraite.

MODALITES DE FINANCEMENT

FINANCEMENT REGIONAL

Montant des aides

- Avance remboursable : variable entre 2 000 € et 20 000 € ;
- Le montant de l'avance ne pourra être supérieur à la somme des apports justifiés par les porteurs de projet et des prêts bancaires (crédit-bail inclus) ;

Modalités de remboursement de l'avance

- Trimestrialités constantes
- Différé de trois mois après la date de déblocage
- Durées de remboursement variables selon le niveau de l'avance remboursable :
 - inférieure à 3 000 € : 2 ans
 - de 3 000 € à 4 599 € : 3 ans
 - de 4 600 € à 7 599 € : 4 ans
 - de 7 600 € à 16 000 € : 5 ans
 - au-delà de 16 000 € : 6 ans

AUTRES FINANCEMENTS

Sans objet

INSTRUCTION DE LA DEMANDE

Ce dispositif fait l'objet d'un appel à projets annuel.

Sous la responsabilité de la Chambre Régionale d'Agriculture, les conseillers des Points Accueil Installation départementaux assurent l'information et le premier accueil des demandeurs, leur présentent le dispositif et apportent une aide au montage des dossiers. Ils réalisent une instruction administrative du dossier : complétude, évaluation de l'étude économique proposée, éligibilité du candidat au vu de son parcours professionnel...

Puis un comité d'examen des candidatures donne un avis technique, sous réserve de la complétude des dossiers. Il est composé de représentants au niveau technique :

- de la Chambre régionale d'agriculture, ainsi que des conseillers Points Accueil Installation,
- de la Régie ARDEA,
- de la Région
- des acteurs de l'installation sur le territoire

² Installation sur une exploitation agricole indépendante (2 critères cumulatifs) :

-de l'exploitation d'un parent (ou d'un parent du conjoint) jusqu'au troisième degré, collatéraux inclus,
-de l'exploitation du conjoint le cas échéant.

Selon les besoins, d'autres représentants techniques de structures œuvrant dans le champ de la création d'activité pourront être conviées.

La Chambre régionale d'agriculture transmettra ensuite les dossiers ayant reçus un avis favorable, ainsi qu'un compte rendu des avis du comité d'examen au Conseil régional où ils seront proposés en Commission permanente. La Régie ARDEA gère les avances remboursables attribuées, du déblocage de l'avance à son recouvrement.

Critères de sélection

Les projets sont sélectionnés régionalement à la suite d'un appel à projets. La sélection s'appuiera sur les principes suivants :

- Filières minoritaires (hors céréales, bovins lait et bovins viande, viticulture)
- production sous signes officiels de qualité et de l'origine (label rouge, AOP et AOC hors viticulture, AB, ...)
- mise en place d'atelier de transformation de produits agricoles issus de l'exploitation
- implication dans une démarche collective de commercialisation de proximité
- adhésion nouvelle à une CUMA et/ou recours à l'emploi collectif

Dépôt du dossier et instruction de la demande

Points Accueil Installation

DECISION

Commission permanente du Conseil régional

TEXTES DE REFERENCES

- Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement de minimis agricole »
- Instruction technique DGPAAT/SDG/2014-246 en date du 31 mars 2014, modifiée par la note de minimis 2015/02 du 26 janvier 2015
- Délibération n° 16AP.147 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 24 juin 2016
- Délibération n° 16AP.203 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 14 octobre 2016